

Une diversité de destins

Plusieurs ouvrages sur le Service du Travail Obligatoire (STO)

François Talcy*

» S.T.O. – ces trois lettres (*Service du Travail Obligatoire*) représentent aujourd’hui encore le chapitre dramatique et mystérieux vécu par un million de travailleurs français, hommes et femmes, partis travailler en Allemagne pendant le Troisième Reich. Relativement peu d’ouvrages ont été écrits par les chercheurs sur cette question et les anciens du STO n’ont pas eu souvent l’occasion après la guerre de préciser leur position entre résistance et collaboration.

Zwischen Kollaboration und Résistance

Rund eine Million Französinen und Franzosen wurden 1942–1945 für die Zwangsarbeit nach Deutschland deportiert. Nach dem Krieg hatten die abfällig als *STO* Bezeichneten (S.T.O. – *Service du Travail obligatoire*, Pflichtarbeitsdienst) kaum Gelegenheit, ihre prekäre Situation klarzustellen, der sie nur im Widerstand hätten entkommen können.

Mehrere kürzlich erschienene Bücher befassen sich nun erneut mit dem Thema. Jean-Pierre Vittori etwa wirft den Historikern mangelndes Interesse an der Aufarbeitung des durch die Verstrickung der Vichy-Regierung dunklen Kapitels französischer Geschichte vor und stellt in *Eux, les S.T.O.* die rhetorische Frage, wer denn eigentlich verantwortlich sei: Der Zwangsarbeiter selbst oder der Bürgermeister, der die Einberufung weiterleitete, der französische Arbeitgeber, der Listen mit Arbeitskräften aufstellte, oder der Beamte, der sie bearbeitete.

Unser Autor empfiehlt des Weiteren die umfassende Studie von Patrice Arnaud, *Les STO*, sowie *Dans la gueule du loup – Les Français requis du travail en Allemagne* der Bremer Historikerin Helga Elisabeth Bories-Sawala. Red.

En 2007, Jean-Pierre Vittori avait mené une enquête auprès d’une centaine de personnes et analysé quelque six cents questionnaires pour apporter un éclairage sur l’un des aspects les plus méconnus de la Seconde Guerre mondiale. Dans son ouvrage, l’auteur avait reproché aux chercheurs universitaires de ne pas se passionner outre-mesure pour ce dossier, mais il avait concédé que cette question du STO n’échappe pas à la passion partisane, et que, « *plus que toute autre, elle provoque des jugements péremptaires qui se situent bien loin de la vérité historique* ». Au fil des pages, l’auteur était revenu sur les affirmations, les accusations, les paradoxes, les souffrances aussi. Il avait noté que l’« *on juge plus facilement l’homme que l’industriel, le travailleur que l’Etat, comme si en reportant la faute au niveau de l’individu on souhaitait éluder les véritables questions* ».

La vraie question est bien celle de savoir qui était le plus responsable – le travailleur ou le maire qui transmettait les convocations, le patron qui acceptait d’établir des listes ou le fonctionnaire qui les transcrivait ?

Le travail de recherche accompli par ce journaliste écrivain, spécialiste de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre d’Algérie, est remarquable compte tenu du silence obstiné et de l’incognito dans lequel ces déportés du travail, « *poussés par*

* François Talcy est journaliste indépendant.

la faim, la cupidité ou l'idéologie », ont choisi de se réfugier, refusant même de se justifier alors qu'ils pourraient évoquer « un pays effondré, en deuil de quelque cent mille soldats et de un million huit cent

mille prisonniers ». Il évoque cette bande dessinée infantile diffusée par la propagande et dans laquelle Célestin Tournevis (nom emblématique de l'ouvrier français ?), parti ruiné en Allemagne, revient en congé, le cigare au coin des lèvres, pour convaincre son copain Té-

rembois de le suivre outre-Rhin. Ou encore ces articles qui affirment que les ouvriers français en Allemagne « ont une très grande popularité auprès de leurs camarades et de la population » et qu'ils « font un bien immense à la cause de la réconciliation franco-allemande ». Lorsque les appels à la raison et au cœur ne suffisaient pas, Vichy avait ajouté aux efforts de conviction la loi et la répression. Et le régime nazi entassa les récalcitrants dans des camps d'éducation par le travail (AEL), y compris dans les territoires annexés ou occupés en Union soviétique, Pologne, Tchécoslovaquie, Estonie et même en France.

L'ouvrage de Jean-Pierre Vittori fournit une quarantaine de pages en annexe pour mieux comprendre le drame du STO et de ces ouvriers appelés dédaigneusement « les STO ». Des textes de loi, des discours officiels (notamment celui de Pierre Laval qui invoque un « *devoir de solidarité pour assurer le salut de la France* »), des circulaires (entre autre celle sur les réfractaires dans laquelle il est précisé que « *tout membre de l'Université, professeur ou étudiant, qui aura refusé de répondre à l'appel du STO, sera définitivement exclu de l'Université* ») et des statistiques sur la répartition des ouvriers français dans le Reich.

L'enquête ne veut pas flatter, ni condamner, mais seulement rendre compte du drame de ces Français « *excessivement culpabilisés et traumatisés au point qu'ils réclament le silence au nom du droit à l'oubli* ».

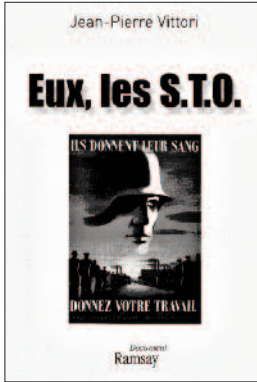
Néanmoins, après avoir craint une réaction de défiance et d'incompréhension pendant un demi-siècle, les travailleurs du STO, stigmatisés par la mémoire collective résistancialiste, ont fini par réclamer un statut de déporté du travail, contribuant par ailleurs à la production d'une bibliographie riche, mais inégale. Plus de soixante ouvrages ont en effet été publiés par d'anciens STO depuis trente ans.

Un travail de chercheurs

Le livre remarquable de Patrice Arnaud représente sans conteste la première étude exhaustive consacrée aux requis du travail obligatoire, envoyés de force en Allemagne pour faire tourner la machine de guerre nazie. Contrairement aux monographies « locales », comme celle de Helga Bories-Sawala sur la situation plus particulière à Brême, l'étude de Patrice Arnaud a l'ambition d'une certaine exhaustivité car elle se réfère à de nombreuses archives écrites et aux non moins nombreux témoignages publiés ici et là, pas seulement par des historiens.

Les titres des dix chapitres résument bien les intentions du chercheur qui décrit tout d'abord la politique de réquisition de la main-d'œuvre française, puis répond au lourd dilemme de ces jeunes qui ont eu à se décider entre partir (pour l'Allemagne) ou se dérober – un « choix » tout à fait personnel que les autorités ne leur laissaient pas en réalité. Les chapitres sur la vie en Allemagne, sur la sociabilité ouvrière et sur l'organisation du temps libre, donnent une idée précise du cadre de travail des STO, sur la tentative de délinquance et sur la répression : « *Les requis ne sont pas cantonnés au rôle de travailleurs confinés dans des camps que souhaitait leur assigner l'Etat national-socialiste* », précise l'auteur. « *Profitant de leur liberté, même limitée, de circulation, les requis ont partagé une partie du quotidien de l'Allemagne nazie en guerre* », ajoute-t-il.

Le livre passe également en revue l'ambiguïté



du vécu de la guerre chez ces STO à la recherche d'accommodement envers le Troisième Reich et pour certains de velléités de résistance pour nuire à l'effort de guerre. Le dernier chapitre évoque la libération des ouvriers français, spectateurs de la débâcle militaire allemande, et leur rapatriement avec un contact difficile et chargé d'émotion avec la patrie retrouvée.

Enseignante d'histoire et de civilisation à l'université de Brême, Helga Elisabeth Bories-Sawala publie quant à elle la traduction française d'une partie de sa thèse (*Franzosen im Reichseinsatz*) consacrée en 1995 aux STO. Elle dénonce d'ailleurs « la qualification simplificatrice de STO » et préfère élargir son propos en rappelant, comme le fait Patrice Arnaud avec plus de précision encore, les différentes phases de ce Service imposé par le Reich. Le recours à une main d'œuvre étrangère était contesté au départ, car « contraire aux conceptions xénophobes et racistes » de l'idéologie nazie. La guerre sera le meilleur argument, car la mobilisation de plus en plus importante des jeunes Allemands et le besoin sans cesse croissant d'armement et de munitions feront de cette main d'œuvre (pas seulement française d'ailleurs) une nécessité : « Le recours massif au travail des étrangers, d'abord considéré comme un danger pour la sécurité interne du Reich, finit pas s'imposer à lui comme une condition de survie. »

Après l'appel aux volontaires (peu suivi, sauf par quelques adeptes de la Collaboration), Laval propose une relève des prisonniers de guerre par des volontaires civils (sans plus grand succès), avant que loi de septembre 1942 ne réquisitionne dans les entreprises (relève forcée). Le STO sera ensuite défini en 1943 par classes d'âges, puis l'on favorisera la production en France occupée au service des intérêts allemands, avant de revenir en 1944, jusqu'au Débarquement, à un appareil répressif de réquisition et de chasse aux réfractaires. Helga Bories-Sawala a axé ses recherches sur la ville de Brême, ce qui permet d'avoir une description de la vie des Français en Allemagne, que ce soit au camp, en ville ou au travail. Ce travail de mémoire donne la parole aux témoins (pour la plupart disparus depuis la publication de la thèse en allemand en 1995). Il s'interroge sur la notion de victime, alors que les associations de dépor-

tés concentrationnaires revendiquent pour elles seules ce terme de déportation et que ces requis français du travail forcé ont été exclus du fonds d'indemnisation allemand. Ce n'est qu'en octobre 2008 que toutes ces victimes auront droit officiellement au titre quelque peu complexe de « *Personne contrainte au travail en pays ennemi, victime du travail forcé en Allemagne nazie* ».

Le STO proprement dit, appelé initialement Service Obligatoire du Travail, mais vite rebaptisé en raison du sigle SOT qui donnait lieu à des



plaisanteries peu appréciées en haut lieu, date du 16 février 1942. Il prévoyait un service de deux ans en Allemagne. Helga Bories-Sawala décrit dans le détail les différentes mesures prises et corrigées jusqu'en 1944 et parvient à la conclusion que « la réquisition de main-d'œuvre

doit être évaluée comme une entreprise audacieuse et globalement réussie au service de l'économie de guerre allemande ». Environ 6 % des hommes en âge de travailler ont été requis pour le Reich, dont un fort pourcentage de spécialistes. Et du côté français, comme sur la question de la persécution des juifs, « la politique de collaboration s'avéra non seulement complaisante, mais surtout efficace au service des intérêts allemands ».

La conclusion de Patrice Arnaud est plus « franco-allemande » : « *S'il est très probable que les STO, qui se sont longtemps tus, n'ont pas modifié l'image des Allemands dans la société française, marquée par l'Occupation, la présence de très nombreux requis a sans doute modifié davantage l'image du Français, plus encore que le PG [Prisonnier de Guerre], venant actualiser l'antique souvenir du soldat napoléonien et des PG de 1914-1918.* »

Briser le silence

La transcription des entretiens traduit bien le dilemme entre ceux qui étaient partis et ceux qui étaient réfractaires, entre ceux qui estiment ne pas

avoir eu le choix d'entrer en clandestinité et ceux qui pensent le contraire. Le souci d'authenticité, fort louable, revendiqué par Helga Bories-Sawala n'apporte guère d'informations utiles sur les souvenirs. Des questions du genre « *c'était comme ça que ça c'était...* » ou des réponses du style « *c'est-à-dire que oui, parce que, euh...* » auraient pu être revues, supprimées ou résumées, d'autant plus que certaines approximations grammaticales, même si elles font partie des témoignages, ridiculisent des témoins déjà âgés. C'est certes la vocation de ces thèses universitaires que de proposer des citations originales sans les corriger. Pourtant, cela est dommage, alors que l'auteur elle-même regrette d'avoir dû renoncer à deux tiers de son manuscrit d'origine.

Dans son épais ouvrage de recherche, Patrice Arnaud au contraire montre combien une reproduction épurée de ces témoignages facilite la lecture sans porter atteinte à la qualité des souvenirs. Jean-Pierre Vittori était parvenu lui aussi à briser le silence gêné de ces forçats souvent entassés dans des camps, alors que la propagande de Vichy leur avait promis un accueil plus confortable chez l'habitant en Allemagne. Certains d'entre eux vont procéder à des actes de sabotage, de nombreux réfractaires vont nourrir les rangs du maquis, des réseaux d'évasion seront mis en place, mais personne ne leur accordera le statut de résistants au lendemain de la guerre.

Chez Helga Boeries-Sawala, les différents chapitres sur l'encadrement, les loisirs ou la répression, sur les attaques aériennes et la propagande (française et allemande) sont enrichissants. Avec un titre peu académique, qui rappelle un roman-fiction de Johan Bourret relatant l'épopée d'une chanteuse juive dans la tourmente de la guerre en Touraine en 1942, publié en 2003 sous le même

titre (*Dans la gueule du loup*) aux éditions Lattès, et une photo de couverture (un ancien travailleur du STO devant une baraque à Brême en 2005) à laquelle le lecteur non averti n'associe pas de prime abord une enquête sur le STO, l'ouvrage semble s'adresser à un large public, mais reste très académique, alors qu'au moins deux générations voudraient enfin savoir ce que leurs pères et grands-pères ont vécu et ressenti dans les années 40, tant ce chapitre de l'Histoire est encore peu développé. Cette méthodologie ne diminue en rien la qualité d'un travail approfondi et documenté, complété par des reproductions de papiers administratifs et de photos privées, proposées également dans un CD adjoint à l'ouvrage. Et l'on ne pourra que souscrire à cette ultime remarque, livrée en bas de page en conclusion de cette thèse et dénonçant le fait que le manuel d'histoire franco-allemand, paru en 2008 avec pour objectif de passer outre les perceptions nationales, a laissé échapper, pour cet aspect précis, « *une belle occasion de mettre les pendules à l'heure* ».

Patrice Arnaud explique quant à lui qu'il a voulu « *faire mieux connaître la diversité de destins de ces quelque 600 000 requis qui eurent la malchance d'être livrés par leur gouvernement à l'économie de l'ennemi* ». L'auteur espère par cet ouvrage « *avoir démenti un certain nombre de préjugés, parfois encore vivaces en France, sur une catégorie de victimes de guerre, souvent jeunes, qui s'étaient simplement pliés, toujours à contrecœur et parfois en dernière instance, à l'ordre de l'occupant et de l'Etat légal en France* ».

L'histoire collective des anciens requis, comme le souligne encore Patrice Arnaud dans son livre, est celle « *d'une défaite qui a épuisé les énergies et accru l'amertume envers les pouvoirs publics* ».

Bibliographie

- Patrice Arnaud, *Les STO, histoire des Français requis en Allemagne nazie 1942–1945*, CNRS Editions, Paris 2010, 592 pages.
- Helga Elisabeth Bories-Sawala, *Dans la gueule du loup – Les Français requis du travail en Allemagne*, Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq 2010, 387 pages.
- Jean-Pierre Vittori, *Eux, les S.T.O.*, Ed. Ramsay, Paris 2007, 360 pages.